

Newsletter N° 21 - Décembre 2010

Le e-bulletin de la Plateforme des collectivités locales ACP est un bulletin électronique d'informations produit tous les trois mois par la Plateforme des collectivités locales ACP (ACPLGP - ACP Local Government Platform). L'éditeur de ce bulletin invite les lecteurs à faire des commentaires et fournir des informations sur la question des collectivités locales au niveau de leurs organisations, des autorités locales et de leur pays. Ce bulletin est également accessible via le site web de la Plateforme au <http://www.acplgp.net>.

Appels à propositions de la CE encore ouverts

Divers appels à proposition de la CE ouverts/prévus concernant des programmes qui peuvent intéresser les collectivités locales ACP sont visibles sur

<https://webgate.ec.europa.eu/europeaid/online-services/index.cfm?do=publi.welcome&PubliList=25&orderBy=upd&orderByby=Desc&searchtype=AS&pgm=7573847&ZGEO=&depub=&finpub=&aoet=36538>

- Programme 'Acteurs non étatiques et autorités locales'

Pays	Date limite	Budget* (EURO)	Référence
Niger	15/02/2011	1.500.000	EuropeAid/130864/L/ACT/NE
Cap-Vert	02/03/2011	650.000	EuropeAid/130817/L/ACT/CV
Somalie	10/01/2011	2.500.000	EuropeAid/130376/L/ACT/SO
Togo	15/02/2011	600.000	EuropeAid/130725/L/ACT/TG
Seychelles	28/01/2011	250.000	EuropeAid/130615/L/ACT/SC
Tchad	24/01/2011	1.130.070	EuropeAid/130612/L/ACT/TD

* Budget total pour les acteurs non étatiques et autorités locales.

- IEDDH : Initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'homme

Pays	Date limite	Budget (EURO)	Référence
Iles Salomon	14/03/2011	300.000	EuropeAid/130804/L/ACT/SB
Tous pays	ouvert	N.A.	EuropeAid/126352/C/ACT/Multi
Fiji	05/01/2011	600.000	EuropeAid/130778/L/ACT/FJ
Lesotho	15/02/2011	300.000	EuropeAid/130530/L/ACT/LS
Mauritanie	open	N.A.	EuropeAid/130180/L/ACT/MR
Swaziland	31/01/2011	900.000	EuropeAid/130349/L/ACT/SZ
Sierra Leone	ouvert	600.000	EuropeAid/129714/L/ACT/SL
Djibouti	ouvert	300.000	EuropeAid/130188/L/ACT/DJ
Jamaïque	prévu	600.000	EuropeAid/128794/M/ACT/JM
Cuba	prévu	300.000	EuropeAid/128487/L/ACT/CU

- Sécurité alimentaire

Pays	Date limite	Budget (EURO)	Référence
Liberia	11/03/2011	6.000.000	EuropeAid/130791/L/ACT/LR
Mauritanie	open	N.A.	EuropeAid/130131/L/ACT/MR
Haïti	open	4.500.000	EuropeAid/129015/L/ACT/HT

- Divers domaines dans les pays ACP

Pays	Date limite	Budget (EURO)	Référence
Tchad	10/03/2011	2.500.000	EuropeAid/130681/D/ACT/TD
PNG	ouvert	7.600.000 (PGK)	EuropeAid/130600/M/ACT/PG
Gambie	ouvert	1.000.000	EuropeAid/130298/M/ACT/GM
Sénégal	ouvert	700.000	EuropeAid/130175/M/ACT/SN
Burundi	prévu	N.A.	EuropeAid/127612/M/ACT/BI
Comores	prévu	250.000.000 (KMF)	EuropeAid/127491/M/ACT/KM
Vanuatu	prévu	250.000	EuropeAid/127380/D/ACT/VU

2^{ème} Assises de la Coopération décentralisée, Bruxelles - 29-30 mars 2011

La Commission européenne et le Comité des Régions co-organiseront les 2^{ème} Assises de la Coopération décentralisée le 29-30 mars 2011. Cinq ateliers seront tenus et tourneront autour de cinq thèmes, qui sont :

- Approche territoriale du développement et gouvernance multi niveaux
- Coopération décentralisée pour un développement durable
- Rôle des autorités locales et régionales pour la croissance inclusive
- Instruments et modalités de soutien aux ARL dans le développement
- Apport des ALR à la sécurité alimentaire

25 autorités locales et régionales ACP seront invitées. Le processus d'invitation a déjà commencé. Les élus locaux intéressés à participer aux Assises sont invités à contacter la Plateforme au platform@acplgp.net pour recevoir la fiche d'inscription. Les candidatures venant de maires femmes sont fortement encouragées.

Nouvelles de l'UE

- **Dialogue structuré UE - Organisations de la société civile et autorités locales : conclusion et futures étapes.** Le dialogue structuré entre les institutions de l'UE et les OSC & AL actives dans le développement entre actuellement dans une phase critique avec la conclusion du groupe de travail 1 (rôles des organisations de la société civile et autorités locales dans la coopération extérieure) et groupe de travail 2 (complémentarité & cohérence dans le cadre du Programme d'action d'Accra) et le commencement du dialogue du groupe de travail 3 dédié aux mécanismes d'acheminement de l'aide. Un avant-projet de document collectant les synthèses des discussions, conclusions et recommandations préliminaires des groupes de travail 1 et 2 est posté sur le site de CISOCH pour **consultation jusqu'au 25 janvier**. Le document reflète assez bien la richesse des discussions qui ont eu lieu dans les deux groupes de travail ainsi que les contributions faites sur papier et constitue une bonne base pour un résultat final à discuter durant la dernière session de travail pour GT1 et 2 le 3 mars 2011. Deux sessions de travail additionnelles sur les problématiques du GT3 auront lieu le 26 et 27 janvier et 4 mars. Finalement, avant fin mars, un document d'analyse incluant les discussions du GT3 sera produit en tant que principal document de préparation pour la conférence finale du Dialogue structuré qui sera organisée avec la prochaine présidence hongroise de l'UE le 5-7 mai à Budapest. Cette conférence finale sera l'occasion pour tous les acteurs d'endosser le document final du Dialogue structuré. Suite aux séminaires de Bamako, Asunción et New Delhi, Baku en Azerbaïdjan accueillera le dernier atelier régional de dialogue avec les OSC & AL des pays en développement. Une réunion ainsi appelée 'processus' sur le Dialogue structuré a été organisée durant les Journées européennes du développement pour évaluer le progrès du processus depuis son début, présenter l'avant-projet de synthèse des GT 1 et 2 et l'état d'avancement du GT 3, présenter les activités prévues jusqu'à la Conférence de Budapest et échanger des points de vue sur le processus et les possibles résultats finaux.
Site de CISOCH : https://webgate.ec.europa.eu/fpfs/mwikis/aidco/index.php/Structured_dialogue
- **Le Service européen d'action extérieure et la nouvelle DG DevCo débiteront le 1^{er} janvier.** Le Nouvel an consacrer les nouveaux départements de politique étrangère et de développement de l'UE. **Le SEAE emploiera 1.500 fonctionnaires**, la plupart venant de l'ex DG Relations Extérieures et un nombre plus restreint venant du Secrétariat du Conseil et du service diplomatique des Etats membres de l'UE. Grosso modo 100 fonctionnaires des départements pays de l'ex DG Développement seront transférés dans le Service. **La nouvelle DG DevCo provenant de la fusion de EuropeAid et DG Développement emploiera 800 staffs** - 600 venant de EuropeAid et 200 de DG Développement. Son Directeur Général sera Fokion Fotiadis, venant de DG Développement, finalisera la nouvelle structure de la DG pour avril. Les changements potentiels comprennent la consolidation de compétence sur d'autres politiques de l'UE influençant le développement, dans l'intérêt de la cohérence des politiques au service du développement, et une plus grande priorité aux problématiques relevées dans le livre vert de la CE sur la croissance, telles que l'investissement du secteur privé, énergie, agriculture et 'valeur de la monnaie'. **Les négociations sont en cours pour un protocole d'accord entre le SEAE et la DG DevCo** pour clarifier la coopération entre les deux services.
- **Le Service européen d'action extérieure est officiellement lancé. Nouveau site web. 1^{er} décembre 2010.** http://www.eeas.europa.eu/index_fr.htm
- **Le développement restera au cœur de la politique extérieure de l'UE a dit la Haute Représentante de l'UE.** La Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et Vice-présidente de la Commission, Catherine Ashton, a informé les membres du Comité de développement du Parlement européen, à une réunion du 8 novembre, qu'elle s'engage à assurer que la politique de développement 'reste au cœur de la politique extérieure' comme prévu dans le Traité de Lisbonne. L'objectif actuel, dit-elle, est d'assurer qu'un cadre opérationnel soit établi pour permettre au Service européen d'action extérieure (SEAE) et la nouvelle DG DevCo venant de la fusion de EuropeAid et DG Développement de 'raccorder le puzzle des différents aspects de l'activité de l'UE' - des Etats membres de l'UE et les instruments de la Commission européenne disponibles pour permettre à l'UE de travailler plus efficacement et avoir plus d'impact sur l'objectif de réduction de la pauvreté.
- **Fokion Fotiadis nommé Directeur général de DevCo à partir du 1^{er} janvier.** La Commission européenne a effectué un additionnel remaniement de ses instances dirigeantes avec trois changements au niveau de directeur général. Deux des nominations proviennent de la fusion des départements de la Commission s'occupant du développement et de l'aide extérieure. Koos Richelle, qui est actuellement à la tête de EuropeAid deviendra le directeur général de l'emploi, affaires sociales et inclusion. Il devait changer parce que les règles à la Commission exigent que les directeurs généraux alternent après cinq ans et maximum sept ans, et il a été à son actuel poste pendant six ans et demi. Il est entré à la Commission en 2001 en tant que directeur général pour le développement. Avant, quand il était dans la fonction publique hollandaise, il était directeur général pour le bien-être au ministère du bien-être et de la santé, et directeur général de la gestion du changement au ministère de la sécurité sociale et du travail. Robert Verrue, l'actuel directeur général de l'emploi, cédera la place à Richelle. Le Français de 63 ans qui a été transféré au département seulement en juin 2009 a été nommé conseiller, un changement habituel pour les instances dirigeantes près de l'âge de la retraite. Fokion Fotiadis, qui a été directeur général du développement depuis juin, est chargé de s'occuper de DevCo formé à partir du reliquat de DG

Développement (dont beaucoup de personnels seront transférés au SEAE) et EuropeAid. Les trois nominations prendront effet le 1^{er} janvier.

Consultations CE - http://ec.europa.eu/yourvoice/consultations/index_fr.htm

- **Livre vert: "La politique de développement de l'UE en faveur de la croissance inclusive et du développement durable - Accroître l'impact de la politique de développement de l'Union européenne" - Date limite: 17 janvier 2011.** L'objectif de ce Livre vert est de lancer un débat sur la façon dont l'UE peut améliorer l'impact de sa politique de développement, et comment elle peut soutenir au mieux les efforts des pays les plus pauvres dans la promotion d'une croissance inclusive et durable en vue d'accélérer les progrès vers les Objectifs du Millénaire pour le Développement (ODM) et de réduire la pauvreté. En particulier, elle pose des questions autour de quatre objectifs principaux devant être poursuivis en collaboration par l'UE et ses États membres :
 - **comment maximiser l'impact de la politique de développement de l'UE**, de sorte que chaque euro dépensé soit utilisé de façon optimale, produise la meilleure valeur ajoutée, entraîne un effet de levier et crée les meilleures opportunités pour les générations à venir;
 - **comment encourager une croissance plus forte, et plus inclusive, dans les pays en développement**, afin de réduire la pauvreté et fournir à tous les moyens et capacités de mener une vie convenable. Il est de plus en plus évident que les ODM ne seront pas réalisés sans la croissance. Chaque pourcentage de croissance peut sensiblement améliorer la capacité des pays à réduire la pauvreté et peut avoir un effet multiplicateur par la création d'emplois et la protection sociale;
 - **comment promouvoir le développement durable en tant que vecteur pour les progrès, et**
 - **comment atteindre des résultats durables dans le domaine de l'agriculture et de la sécurité alimentaire.**

La croissance et le développement sont inextricablement liés, et ceci n'est pas un nouveau débat. Ce qui est nouveau c'est le contexte global qui a changé, en particulier les crises financières, climatiques et alimentaires. Une question essentielle est alors, quel type de croissance et quel type de développement sont nécessaires pour le 21^{ème} siècle ?

Les collectivités locales ACP sont fortement encouragées à participer au processus de consultation pour faire entendre leur voix. En plus de la consultation en ligne, les délégations UE dans les pays ACP ont reçu instruction d'organiser des tables de discussion et d'y inviter les acteurs clés parmi lesquels les collectivités locales. Vous êtes ainsi invités à contacter la délégation UE de votre pays pour participer aux débats.

Voir : <http://ec.europa.eu/development/how/consultation/index.cfm?action=viewcons&id=5241&lng=fr>

Et : <http://europa.eu/rapid/setLanguage.do?language=fr>

- **Quels instruments financiers pour l'action extérieure de l'UE après 2013 ? - Date limite: 31 janvier 2011.** L'objectif de cette consultation publique est de rassembler des idées et opinions sur le futur des instruments financiers dont dispose l'Union européenne pour remplir ses responsabilités dans le monde. Les questions couvrent toute une panoplie de sujets tels que la valeur ajoutée du soutien financier de l'UE dans certains domaines, les différentes formes de coopération avec les pays partenaires et les modalités de fourniture de l'aide, l'efficacité, l'impact et la visibilité de la coopération extérieure de l'UE. La consultation en ligne, qui est ouverte à tous, servira à préparer les propositions législatives que la Commission présentera en 2011 dans le cadre des perspectives financières après 2013.
Voir : <http://ec.europa.eu/development/how/consultation/index.cfm?action=viewcons&id=5240&lng=fr>
- **Le futur Cadre financier pluriannuel de l'UE, le débat est lancé.** Dans les prochains mois, les institutions de l'UE entreront dans un nouveau cycle de planification budgétaire et de négociations en vue de l'adoption du Cadre financier pluriannuel de l'UE après 2013. Cet exercice est d'une importance particulière car il engagera les principales priorités de la politique de l'UE jusqu'à 2020 et peut-être au-delà. Ce n'est pas seulement le budget de l'UE et les instruments pour le mettre en œuvre qui sont en jeu mais plus globalement le processus d'intégration de l'UE et son futur rôle dans les diverses politiques y compris l'action extérieure et le développement. **Les décisions sont essentiellement entre les mains des états membres** et refléteront inévitablement leur perception du rôle actuel de l'Union européenne et de leur vision des priorités économiques, sociales, étrangères et de développement. Considérant le climat financier et économique actuel en Europe et, de façon très répandue, les décisions prises au niveau national pour réduire les dépenses publiques, une négociation musclée est attendue sur les questions telles que la valeur ajoutée de l'action de l'UE, différenciation entre les pays partenaires de l'UE, sécurité et migration, les intérêts économiques de l'UE et les compétitions avec les économies émergentes et la valeur de la monnaie. Un signe positif est le **nouvel élan offert par le Traité de Lisbonne en faveur d'un plus grand rôle pour l'UE au niveau mondial** et sur la scène internationale. L'action extérieure de l'UE sera probablement un domaine prioritaire dans le futur et un accroissement du budget alloué à cette action est prévu. Des questions clés restent : quel genre de priorités et d'objectifs seront utilisés pour ce budget accru et quel impact il aura sur l'aide au développement ? Et dans le cas où un budget conséquent pour le développement est maintenu, quels pays et quels objectifs en profiteront le plus ? quels instruments utiliser pour le délivrer et quel sera le rôle de la société civile et des autorités locales dans ces instruments ?

C'est le genre de questions qui seront traitées à travers le processus de négociation du Cadre financier pluriannuel pour les deux prochaines années. Si la société civile et les autorités locales de l'UE veulent s'assurer que les réponses soient les bonnes, il est plus que temps pour elles de s'engager dans le processus au niveau de l'UE et au niveau national.

Nouvelles des ACP

- «**Le renouvellement et la transformation**» du Secrétariat ACP. **Le Courrier. 12 Novembre 2010.** La nécessité de «renouvellement et de transformation» du rôle du Secrétariat de 79 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) a été exprimée par son Secrétaire général, Mohamed Ibn Chambas à une réunion du Conseil des Ministres ACP à Bruxelles, 9 -10 Novembre. L'objectif, a déclaré le Dr Chambas, a été de donner plus de personnalité internationale au Secrétariat ACP, en s'accordant avec le rythme de l'évolution du contexte mondial et les changements institutionnels au sein de l'UE. Un comité permanent sur l'avenir du Groupe ACP a été mis en place par le Comité des ambassadeurs. **Plan stratégique 2011-2014.** Dr Chambas a déclaré que «le renouvellement et la transformation" du Secrétariat ACP fait partie du Plan stratégique 2011-2014 du Secrétariat visant à donner plus de pouvoir exécutif pour mobiliser des ressources et mettre en œuvre des projets de développement. Il a expliqué que le Traité européen de Lisbonne, qui a changé l'architecture institutionnelle intérieure de l'UE avec la mise en place du nouveau Service d'action extérieure, est entré en vigueur en Décembre 2009, mais n'a fait aucune mention du Groupe ACP. "Ce qui a été assez troublant pour nous, c'est le fait que le traité ne fait aucune référence explicite à la collaboration de longue date entre l'UE et les pays ACP. Il est également difficile de savoir si le Fonds européen de développement (FED) sera inclus dans le budget de la Commission et si nos pays auront droit à une source prévisible de l'aide au développement comme cela a été le cas jusqu'à présent ", a déclaré Dr. Chambas. L'Accord de Cotonou (2000-2020) régissant les relations entre les Etats ACP et l'UE expire à la fin de la décennie. Les successifs Fonds européens de développement provenant des budgets des États membres de l'UE fournissent l'aide au développement aux pays ACP. L'actuel 10^{ème} FED (2008-2013) a un budget total de 22,682 milliards €. "Malgré l'importance de la taille géographique du Groupe ACP, il n'a pas exploité la puissance de sa masse critique ou de son ascendance morale en tant que représentant de la majorité des pays pauvres. De toute évidence, notre organisation doit se réinventer si elle veut survivre et rester pertinente dans le nouvel ordre mondial ", at-il ajouté.

[http://www.acp-](http://www.acp-ecourier.info/Newsview.79.0.html?tx_ttnews%5btnews%5d=1781&cHash=94b730d88201c3f00d338ffe42b452e9)

[ecourier.info/Newsview.79.0.html?tx_ttnews%5btnews%5d=1781&cHash=94b730d88201c3f00d338ffe42b452e9](http://www.acp-ecourier.info/Newsview.79.0.html?tx_ttnews%5btnews%5d=1781&cHash=94b730d88201c3f00d338ffe42b452e9)

Annonce

Commune de Middelkerke cherche une coopération internationale municipale. Middelkerke, une commune avec environ 18.600 habitants et située en Belgique est à la recherche d'une ville du Sud pour établir une coopération internationale municipale. Le but de la coopération ne consiste pas à offrir un soutien financier ni matériel mais plutôt à coopérer sur divers thèmes de développement à définir en commun. Si votre ville est intéressée à coopérer avec Middelkerke, veuillez remplir le questionnaire disponible sur le site <http://www.middelkerke.be/page18081440.aspx> et l'envoyer à tine.mayeur@middelkerke.be avant le 31 janvier 2011.

Evènements

- **La Conférence Africaine de la Décentralisation et Développement local adopte une déclaration historique. AfriMAP. 30 septembre 2010.** Les membres de la Conférence Africaine de la Décentralisation et Développement local (CADDEL) ont tenu une session extraordinaire à Yaoundé le 30 septembre. Les Ministres responsables de la Décentralisation et du développement local ont discuté et validé une révision du cadre juridique du CADDEL et se sont accordé sur les orientations stratégiques communes pour les années 2010-2015. CADDEL, qui est un comité technique de l'Union africaine sur les questions de décentralisation, est maintenant une structure permanente comme son statut révisé a été adopté. Yaoundé, au Cameroun sera le siège du Secrétariat exécutif permanent de CADDEL. La prochaine session ordinaire de la Conférence ministérielle aura lieu en Côte d'Ivoire en Mars 2011. Le Président de Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLUA) a exprimé le souhait des collectivités locales africaines à travailler main dans la main avec les ministres des gouvernements locaux. L'accord a été bien accueilli par les observateurs internationaux et représentants du mouvement de collectivités locales africaines comme un succès et une étape importante vers l'ancrage de CADDEL et du thème de la décentralisation dans les structures de gouvernance de l'Union africaine. <http://www.afri-map.org/printerNewsArticle.php?id=2697>
- **Sommet mondial de dirigeants locaux et régionaux. Cités et gouvernements locaux unis. Mexico. 16-20 novembre 2010.** Les membres de CGLU ont envoyé un signal fort à la communauté internationale en signant le Manifeste pour la Ville de 2030 qui façonne la ville que les maires veulent pour demain. A un moment où le monde devient de plus en plus urbain et où les villes intermédiaires et petites croîtront considérablement dans les années à venir, les dirigeants locaux et régionaux ont rappelé que les villes, qu'elles soient de leur taille, font face aux mêmes défis. Dans leur Manifeste ils développent leur vision de la

future ville urbaine en insistant sur la nécessité de construire une ‘Ville inclusive’, avec sa population, quoiqu’ils soient leur origine, leur âge ou le genre. Une Ville qui intègre à tous les niveaux de gouvernance d’être au plus près des besoins des citoyens, une ville qui coopère entièrement avec son environnement régional et métropolitain rural. Une ville qui est mobile, respectant l’environnement et dotée de service public efficace et utilisant des énergies renouvelables ainsi que des technologies non polluantes.

http://www.uclgcongress.com/index.php?option=com_docman&task=cat_view&gid=54&Itemid=77

- **5^{ème} Journées européennes du développement, Bruxelles 6-7 décembre 2010.** La 5^{ème} édition des JED a rassemblé environ 6.000 personnes. Lançant l’événement, le Président de la Commission José Manuel Barroso a dit ‘Il est maintenant clair que l’aide au développement traditionnelle ne suffit pas en elle-même. Elle doit s’accompagner de politiques qui encouragent la croissance. Nous devons encourager le commerce et l’investissement et affronter les défis mondiaux comme le changement climatique et la pauvreté’. M. Andris Piebalgs, Commissaire européen chargé du développement, s’est exprimé en ces termes: ‘Les Journées européennes du développement constituent un événement marquant de l’agenda européen du développement et la plus grande plateforme européenne de dialogue et d’échange dans ce domaine. Elles offrent aux acteurs du développement une occasion unique de discuter et de partager des idées et permettront au public de découvrir la musique, l’art et le cinéma des pays en développement. Cette année, ces journées auront lieu à un moment crucial, où la politique en matière de développement est en pleine évolution face au nouveau cadre institutionnel de l’UE et au contexte mondial actuel.’

www.eudevdays.eu

Lecture

[The Political Economy of Decentralization Reforms. Implications for Aid Effectiveness. World Bank. October 2010.](#) The framework offers a systematic approach to conceptualizing and examining the motives that drive politicians to transfer resources and functions to lower levels of government and lead bureaucrats to support or oppose reform throughout the implementation process. The framework aims to provide input into developing more suitable and attainable service delivery and poverty reduction objectives that take into account political and institutional obstacles and opportunities.

[Global Forum on Local Development Declaration. ANSA-Africa. 4-6 October 2010.](#) At the first Global Forum on Local Development, convened by the UN Capital Development Fund (UNCDF) and the UN Development Programme (UNDP), and hosted by the Government of Uganda, over 600 delegates, including Heads of State, Government ministers, representatives of Local Governments and their associations, development partners, international organizations, academia, civil society and the private sector came together in Kampala on October 4-6th, 2010. Experts stress local approach to development initiatives. Development models that harness the potential of specific areas can help solve the problem of regional disparities in social advancement in the world’s poorest countries. Experts stressed the importance of taking a regional or even district or commune-level approach to local development in developing countries.

[Multi-level Governance and Security. The Security Sector Reform Process in the Central African Republic. Institute of Development Studies. 30 November 2010.](#) This paper analyses how the security sector reform (SSR) process in the Central African Republic has been defined and then implemented, putting emphasis on the interactions between national and international actors. Therefore, it advocates an approach which consists of expanding the agenda of the traditional multi-level governance approach and which seeks to seize both the top-down and the bottom-up dynamics of decision-making processes. The first objective is to capture the sets of actors and procedures which drive the reform process, and to map out the various levels of government at which decisions are made. Secondly - and more fundamentally - is to capture the intermingling of domestic and international decision-making processes which increasingly overlap and interfere with each other in Southern countries.

[Development Partners Working Group on Local Governance and Decentralised Cooperation. Newsletter. December 2010.](#) The newsletter includes reports from recent key meetings and notification of key documents. It also reports on preparation of inputs to the 4th High Level Forum on Aid Effectiveness 2011. The Case Studies presented at the Annual Meeting will be complemented by 4 additional case studies funded by Europe Aid and the French Ministry of Foreign Affairs on Benin, Ghana, Mozambique and Peru. The findings and synthesis of those studies are supposed to be used for a DPWG-LGD publication on LGD and aid effectiveness as a contribution to the 4th high level forum to be held in Busan, South Korea end of November 2011. A first draft will be presented and discussed at the Annual Meeting 2011.

Pour toute demande d’information/commentaire/contribution au Newsletter, veuillez contacter :

ACPLGP - Avenue Eugène Plasky, 8/12 - 1030 Bruxelles, Belgique

Tél : +32.(0)2.732.85.62 - Fax : +32.(0)2.742.36.73

Email : platform@acplgp.net - Site web : www.acplgp.net



Avec l’aide de l’Union européenne. Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité de la Plateforme ACPLGP et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l’Union européenne.

